

## LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE DES NÉO-CONSERVATEURS L'IAGS prépare l'économie états-unienne à la guerre



Les principaux leaders néo-conservateurs se sont rassemblés au sein de l'IAGS pour rédiger un programme de réduction de la consommation de pétrole des États-Unis. Ce plan ne vise pas à réduire les besoins, mais à diversifier les carburants pendant une courte période. Sa mise en œuvre permettrait aux néo-conservateurs d'engager de nouvelles aventures militaires contre des États pétroliers sans risquer de perturber gravement l'économie états-unienne. Il manifeste le choix sans retour d'une politique internationale tournée vers la prédation des ressources énergétiques mondiales.

page 2

### Face à la Russie, les doutes de l'« hyper- puissance »

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Pour justifier la surévaluation de la puissance US, Gautam Adhikari présente Washington comme le leader du monde et non son souverain. Mais pour regagner l'autorité perdue en Irak, les États-Unis doivent réussir là où ils ont échoué : prendre le contrôle des ressources énergétiques mondiales, y compris russes, d'où une campagne contre la Fédération.

page 8

REPÈRE : 23 SEPTEMBRE 1950

### La loi McCarran

Le président de la Commission d'enquête sur les activités non-américaines, Patrick McCarran propose en 1950 une loi sur la sécurité intérieure. Il s'agit d'empêcher toute personne ayant été membre ou sympathisant d'un mouvement « *subversif* » (c'est à dire communiste) d'obtenir un emploi dans la fonction publique ou un passeport. La loi interdit toute organisation « *ayant pour but avoué ou inavoué d'obtenir un changement de régime politique aux USA* » et prévoit le regroupement des suspects dans des camps « *aussi longtemps que le requiert l'enquête sur le danger supposé que ces individus font courir à la Nation et sans qu'ils puissent avoir recours à un avocat ou communiquer avec l'extérieur* ». Le président Harry Truman proteste : « *Nous devons protéger notre sécurité nationale, certes, mais nous abandonnerions notre plus précieuse tradition si nous laissons restreindre nos libertés fondamentales. Le coup fatal porté à la Bill Of Rights ravira les dictateurs du monde entier car il ridiculise notre volonté de servir d'exemple pour la liberté dans le monde* ». La loi sera néanmoins votée, le 23 septembre 1950, et n'a jamais été abolie depuis. ■



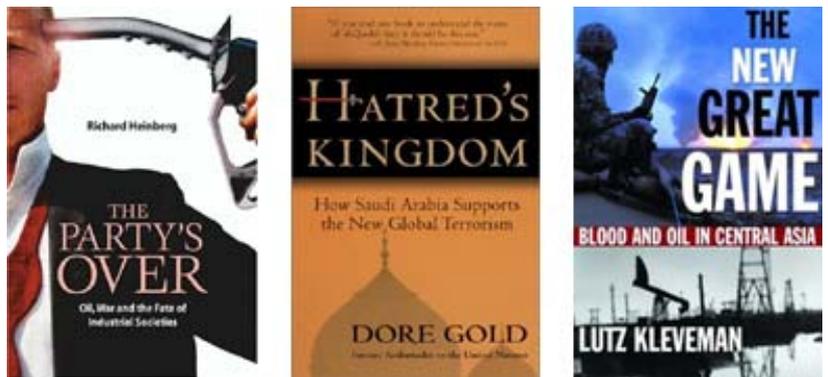
### LE « VOTE-SANCTION » DES LECTEURS FRANÇAIS

La presse française est en crise. D'après les chiffres publiés par Diffusion Contrôle en juin dernier, les ventes de journaux dans l'Hexagone en 2003 ont diminué de 1,2 % par rapport à l'année précédente. La presse quotidienne nationale, déjà une des moins lues des pays développés du fait de sa médiocrité consensuelle, est la plus durement touchée, avec un repli de 15 % depuis 1998. Parmi ces titres, c'est le « journal de référence » *Le Monde* qui connaît la plus forte baisse avec 4,4 % d'exemplaires vendus en moins. Au niveau des mensuels, la chute du *Monde Diplomatique* est particulièrement spectaculaire : de juin 2003 à juin 2004, le magazine des altermondialistes a perdu 37 000 lecteurs, soit une baisse de 21 % en un an. Mais l'équilibre financier du groupe reste assuré : comme l'a affirmé récemment Bernard Cassen, la maison-mère *Le Monde S.A.*, qui doit déjà composer avec un actionnariat composite et la volonté de ses dirigeants de l'introduire en bourse, dispose toujours de la possibilité de se laisser racheter par un grand groupe... ■

## Le programme énergétique des néo-conservateurs

# L'IAGS prépare l'économie états-unienne à la guerre

**Les principaux leaders néo-conservateurs se sont rassemblés au sein de l'IAGS pour rédiger un programme de réduction de la consommation de pétrole des États-Unis. Ce plan ne vise pas à réduire les besoins, mais à diversifier les carburants pendant une courte période. Sa mise en œuvre permettrait aux néo-conservateurs d'engager de nouvelles aventures militaires contre des États pétroliers sans risquer de perturber gravement l'économie états-unienne. Il manifeste le choix sans retour d'une politique internationale tournée vers la prédation des ressources énergétiques mondiales.**



Quelques-unes des « lectures conseillées » par l'IAGS

Alors que les cours du pétrole atteignent de nouveaux sommets, une initiative prétendument « non-partisane » destinée à examiner le problème de la dépendance des États-Unis vis-à-vis des importations de pétrole vient de voir le jour dans un silence médiatique surprenant. Pourtant, ce nouveau think tank, appelé **Institut pour l'analyse de la sécurité globale** (Institute for the Analysis of Global Security, IAGS), réunit tous ceux qui comptent parmi les néo-conservateurs. Il vient de produire un rapport qui entend, à un mois de l'élection présidentielle, éclairer le public et surtout les dirigeants états-uniens sur les défis auxquels leur pays va être confronté dans les quatre années à venir et au-delà. Les membres de ce groupe « appellent les dirigeants de l'Amérique

à promettre qu'ils adopteront le plan, dans l'optique de diversifier rapidement le choix des carburants, au-delà du pétrole, dans le secteur des transports états-unien en utilisant les technologies et infrastructures disponibles ». Ils promettent que si le plan est adopté dans sa totalité, « la baisse des importations de pétrole aux États-Unis pourrait atteindre 50 % ». Les auteurs du document estiment en effet qu'il s'agit de la meilleure solution pour garantir la sécurité globale, la prospérité et la liberté. Leur rapport est en réalité destiné à devenir le programme énergétique du second mandat Bush, s'il a lieu.

## Le gratin des instituts stratégico-militaires

Cette « *Lettre ouverte aux Américains* », accompagnée d'un projet pour la sécurité énergétique ambitieusement intitulé « *Libérer l'Amérique* », a été approuvée par une série de think tanks spécialisés dans les questions hautement stratégiques, à savoir :

- ▶ Le Centre pour la politique de sécurité [1]
- ▶ La Fondation pour la défense des démocraties
- ▶ L'Institut Hudson
- ▶ Le Comité sur le danger présent
- ▶ La Fondation du conseil national de défense

L'IAGS est co-dirigé par trois personnes :

▶ Dr Gal Luft est spécialiste en stratégie, géopolitique, terrorisme, questions liées au Moyen-Orient et sécurité énergétique. Il a publié de nombreux articles dans des revues telles que *Foreign Affairs*, *Commentary Magazine* ou encore *Middle East Review of International Affairs*. Il est docteur en études stratégiques à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université John Hopkins.

▶ Anne Korin est directrice de la publication d'*Energy Security Biweekly*, spécialiste de la sécurité de l'approvisionnement énergétique, de l'OPEP, Afrique, du terrorisme maritime, de la sécurité énergétique, de la stratégie énergétique et de l'innovation technologique. Ses articles ont été publiés par *Foreign Affairs*, *Commentary Magazine* et le *Journal of International Security Affairs*. Elle a notamment travaillé pour **Exxon International (Esso)**, KPMG et Goldman Sachs. Elle possède un diplôme d'ingénieur de l'Université John Hopkins et prépare un doctorat à Stanford.

▶ Donald M. Wallach, président de Wallach Associates, Inc., s'est illustré dans le recrutement pour l'industrie de haute technologie, spécialiste de la défense et du renseignement. Il a suivi des études à l'Institut technologique Case et à l'école de commerce de Harvard.

Les membres associés sont le Dr Christopher Fettweis, auteur d'une thèse sur le pétrole comme source de conflits armés importants au 21ème siècle ; Adnan Vatansever, consultant dans le secteur de l'énergie, spécialiste de la Russie et des États nouvellement indépendants, travaillant actuellement sur le rôle des ressources énergétiques russes dans la transition de la Russie vers la démocratie ; le Dr Cyril Widdershoven, propriétaire de la société **Mediterranean**

**Energy Political Risk Consultancy**, spécialiste du Moyen-Orient, analyste en stratégie militaire, consultant en investissements dans le secteur de l'énergie, a contribué à des revues telles que *Jane's Pointer and Intelligence Review* et enfin Richard A. Giragosian, analyste pour la société de consulting privée Abt Associates Inc., spécialisée dans l'évaluation des politiques et programmes fédéraux ainsi que les questions de sécurité nationale. Ce dernier a collaboré avec Radio Free Europe (RFE/RL), Jane's Information Group, l'Institut de recherches sur l'Asie Centrale et le Caucase de l'Université John Hopkins, la Fondation Eurasia Insight de **George Soros**, la Fondation Bertelsmann, le **CSIS**, la Commission économique jointe du Congrès des États-Unis en tant qu'expert de liaison avec la CIA et la DIA (Defense Intelligence Agency), l'U.S. Army, l'OTAN, l'ONU, la Banque mondiale, l'OSCE, etc. Il est également maître de conférence invité à la John F. Kennedy Special Warfare Center & School de Fort Bragg [2].



Le principal conseiller de l'IAGS est R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA et vice-président de Booz Allen Hamilton, une firme internationale de conseil en gestion, où il s'est spécialisé dans la protection contre les menaces et vulnérabilités potentielles. Démocrate néo-conservateur assumé, il a servi dans deux administrations démocrates et deux administrations républicaines et a animé l'Iraqi National Committee d'Ahmed Chalabi, qui passe pour sa marionnette.

Il joue actuellement un rôle important dans la constitution de la prochaine administration Bush à travers le Comité sur le danger présent qu'il a ressuscité.

## L'imminence d'une crise énergétique sans précédent officiellement reconnue

Pour « libérer l'Amérique », l'IAGS propose une solution qui se situe d'ores et déjà aux antipodes de la politique actuelle de l'administration George W. Bush. Cette dernière, dont les bases théoriques - et politiquement acceptables - furent posées dans le rapport de la Commission Cheney sur l'énergie [3] peut se résumer, dans les faits, à la tentative de diversifier les sources d'approvisionnement par le renversement ou la déstabilisation du gouvernement d'États producteurs ou stratégiquement importants (Guinée Équatoriale, Sao Tomé, Géorgie, Venezuela, Arabie Saoudite) et la colonisation *manu militari* de l'Irak (2èmes réserves mondiales de pétrole). Or cette stratégie a clairement montré ses limites pratiques : indignations de la communauté internationale, coups d'État avortés ou échoués et aventures militaires désastreuses se sont succédés durant les quatre dernières années.

On peut ajouter à ce triste bilan les facteurs aggravants, en termes d'urgence à remédier à la situation, de l'étirement de la production globale qui est aujourd'hui officialisé par les publications de l'IAGS et du pic inattendu - suivi d'une chute brutale qui vient de commencer - de la production de gaz naturel en Amérique du Nord, avec des conséquences économiques très graves. Exit donc

les prévisions de production démesurément optimistes de l'Agence Internationale de l'Énergie ou du World Energy Council : l'IAGS s'appuie désormais sur les chiffres de l'Association pour l'étude du pic de la production mondiale de pétrole (ASPO), constatant la baisse de production des pays hors-OPEP, la concentration de 60 % réserves restantes dans 5 pays du Moyen-Orient, etc. [4]. On se doutait, avec la présence de Matt Simmons parmi les conseillers de Dick Cheney et la nature pour le moins agressive de la politique énergétique états-unienne, que les décideurs à Washington prenaient la baisse imminente de la production de pétrole au sérieux. C'est maintenant officiel : on trouve même, parmi les suggestions de lectures de l'IAGS, le livre qui circule de main en main dans les milieux les plus avisés du secteur énergétique depuis plus d'un an : *The Party's over : oil, war and the fate of industrial societies* [5]. L'ouvrage est un condensé des travaux de l'ASPO prédisant, avec force graphiques, la chute imminente de la production mondiale de pétrole et ses inquiétantes conséquences globales.

Ainsi, l'IAGS prend la question de l'épuisement des ressources à bras le corps en affirmant d'emblée dans son rapport : « *Nous sommes maintenant confrontés à ce qui pourrait être qualifié de "parfait cataclysme" [6] entre des conditions stratégiques, économiques et environnementales qui, si elles sont correctement comprises, nous imposent de mettre en place dans les quatre prochaines années une nette réduction des quantités de pétrole importées en provenance de régions instables et hostiles du monde.* ». L'institut poursuit en rappelant les chiffres de la dépendance états-unienne, à savoir les 65 % de pétrole importé dans la consommation nationale ; la concurrence de la Chine sur un marché où l'offre baisse ; les 27 000 emplois sacrifiés, selon des estimations, pour chaque milliard de dollars d'importation ; pour terminer son introduction en s'alarmant du délai nécessaire pour convertir le secteur des transports : il faudra 15 à 20 ans. Il est donc impératif de commencer dès maintenant. Contrairement aux rapports précédents, celui-ci met donc l'accent sur les mesures domestiques visant à réduire la consommation, et écarte définitivement l'alternative de la diversification des sources d'approvisionnement en raison de la baisse de la production hors-OPEP.

## La science va-t-elle sauver la mise ?

Le problème qui se pose alors, à la lecture des travaux de l'IAGS, est celui de la validité scientifique des solutions proposées pour réduire une consommation domestique de pétrole qui représente actuellement 25 % de la consommation mondiale. Si la vision de l'IAGS semble très réaliste quant à la situation mondiale en termes de ressources, les solutions avancées ne sont guères convaincantes.

Pour mémoire, lors de son discours sur l'état de l'Union de 2003, George W. Bush promettait l'avènement de l'« économie de l'hydrogène » pour limiter les changements climatiques et pour que le « pays réduise sa dépendance à l'égard des sources étrangères d'énergie ». Ces déclarations avaient suscité l'hilarité de la communauté scientifique indépendante, car l'hydrogène, qui n'est pas une source d'énergie mais un vecteur, ne sera jamais économiquement viable [7].

L'IAGS reconnaît l'aspect chimérique de l'économie de l'hydrogène et en appelle

à des « solutions réalistes » car, explique-t-il, « *Nous n'avons pas le temps d'attendre la commercialisation de technologies aujourd'hui immatures. Les États-Unis devraient déployer des technologies **qui existent aujourd'hui et sont disponibles pour un usage étendu*** ». Mais alors qu'avance-t-il en remplacement ? Il propose la diversification des carburants et la conversion des moteurs pour un coût beaucoup plus modeste. Ils doivent pouvoir alterner entre carburant conventionnel, éthanol (carburant produit à partir de céréales et mélangé à du gaz naturel liquéfié « *pour une meilleure efficacité énergétique* »(sic)), méthanol (carburant produit à partir de charbon ou de déchets) et énergie électrique stockée dans les batteries qui équipent déjà les véhicules de type « hybride ».

À l'horizon 2025, la combinaison de ces technologies dans le moteur de toutes les voitures du parc automobile états-unien permettrait selon le rapport de maintenir dans le meilleur des cas la consommation actuelle de 8 millions de barils par jour, contre une demande projetée de 20 millions de barils par jour si aucune mesure drastique n'est mise en place.

Nous pouvons déjà noter une chose au sujet de ces préconisations qui sont certes plus réalistes que l'« économie de l'hydrogène » : depuis longtemps déjà des scientifiques ont souligné que la production de tous ces carburants alternatifs, y compris les dérivés du charbon, implique l'utilisation d'une grande quantité de pétrole et de gaz naturel. Qu'il s'agisse des carburants produits à partir de céréales ou des dérivés liquides du charbon, leurs coûts de production augmenteront proportionnellement à celui du pétrole et du gaz naturel. En effet, d'une part l'agriculture intensive est très gourmande en pétrole et en gaz naturel sous forme d'engrais et de pesticides, d'autre part l'extraction et la transformation du charbon en condensé liquide, si elle n'est pas faite par des esclaves, consomme également énormément de pétrole. La conversion des moteurs pour un coût modeste serait en revanche un moyen efficace de limiter la consommation des réserves stratégiques en cas d'interruption brutale de l'approvisionnement en pétrole du pays.

## Vers une « économie du charbon » ou une guerre mondiale ?

En conclusion le rapport préconise une série de mesures gouvernementales à l'échelle nationale qui se résument en un mot bien étrange pour des libéraux : des subventions. Subventions aux fabricants d'automobiles, aux recherches scientifiques, aux transports en commun, etc. Rien de surprenant néanmoins, lorsqu'on sait que la production d'éthanol en France est subventionnée à 300 % car elle n'est tout simplement pas rentable. Pourtant le coût estimé de ce projet, que les auteurs du rapport n'hésitent pas à comparer au Projet Manhattan ou au Projet Apollo, n'est estimé qu'à 12 milliards de dollars, une fraction de ce qui a été dépensé jusqu'à présent pour la colonisation de l'Irak.

Pour comprendre le document de l'IAGS, il faut en relever l'apparente contradiction interne. Les mesures proposées pour réduire la consommation domestique peuvent être efficaces, mais seulement pendant une courte période, car elles ne modifient pas les besoins énergétiques et se contentent de jouer sur une diversification marginale des carburants. Elles ne peuvent être poussées bien loin, sauf à demander aux États-Uniens d'en revenir à l'économie du

charbon. Elles ne visent donc pas, contrairement aux objectifs annoncés, à répondre à la crise énergétique globale, mais uniquement à une crise momentanée d'approvisionnement des États-Unis. Il s'agit en fait d'un plan d'urgence, préparé à l'avance, pour résoudre une situation de crise passagère aiguë tel qu'il résulterait d'un événement politique majeur affectant un grand pays exportateur.

Or, l'IAGS conseille la lecture non seulement d'ouvrages techniques sur les questions pétrolières, mais aussi d'une abondante littérature diabolisant les Séoud, qui règnent sur le premier pays exportateur de pétrole. Dans le domaine politique, l'institut est animé par James Woolsey, théoricien de la « *Quatrième Guerre mondiale* », la « guerre au terrorisme » [8]. Cet ancien directeur de la CIA, qui fut l'un des plus ardents promoteurs de l'invasion de l'Irak, plaide aujourd'hui pour le renversement des Séoud, la déstabilisation de l'Iran et de la Fédération de Russie. Le plan de l'IAGS permettrait à l'économie états-unienne de traverser la période de désorganisation des marchés pétroliers qui suivrait une nouvelle aventure militaire des néo-conservateurs.

### Arthur Lopic

---

[1] « *Les marionnettistes de Washington* » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[2] « *Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains* » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[3] « *Les ombres du rapport Cheney* », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 30 mars 2004.

[4] Voir notre article « *Le déplacement du pouvoir pétrolier* », par Jack Naffair et Arthur Lopic, *Voltaire*, 10 mai 2004.

[5] Par Richard Heinberg, New Society Publishers, 2003

[6] ndlr. Nous avons préféré ce terme un peu barbare à une traduction littérale de "perfect storm", qui serait manifestement inadaptée.

[7] Voir la traduction du rapport de Michael Ruppert sur la conférence de l'ASPO de Paris en mai 2003 où le problème était résumé en ces termes par un intervenant : « *A l'heure actuelle, sur le marché, nous sommes dans une situation où nous avons un carburant conventionnel, c'est-à-dire le pétrole, que nous brûlons dans un moteur à explosions qui effectue le travail. Maintenant, ce que je crois comprendre dans ce que défendent les partisans de l'hydrogène emmenés par Jeremy Rifkin, c'est une économie de l'hydrogène qui consiste en gros à prendre de nouveau du carburant conventionnel, ou produire des énergies alternatives propres, solaires ou éoliennes, pour produire de l'électricité afin de diviser les molécules d'eau en hydrogène et oxygène, pour ensuite comprimer cet hydrogène dans le but de le transporter et le stocker sous forme liquide, puis finalement l'injecter dans un moteur à hydrogène qui produit l'électricité entraînant la machine. Croyez-vous vraiment que c'est ce qu'on appelle de l'efficacité ?* »

[8] La « Troisième Guerre mondiale » étant la Guerre froide.

# Face à la Russie, les doutes de l'« hyper-puissance »

## Analyse

Le congrès du New Labour (Brighton, 26 au 30 septembre) est l'occasion pour la gauche britannique de débattre de la politique étrangère du Royaume-Uni, alors que Tony Blair l'a alignée aveuglément sur celle des États-Unis et que la rue l'a massivement désapprouvée.

L'ambassadeur Oliver Miles, qui avait organisé la fronde des diplomates de Whitehall contre Tony Blair, revient à la charge dans le *Guardian*. Il souligne qu'au-delà des péripéties qui font la « une » des journaux, l'événement important, c'est la détérioration constante de la situation en Irak. Il plaide pour un retrait progressif des troupes britanniques à la fois pour des raisons morales (l'illégalité de la guerre) et politiques (l'insurrection populaire).

Le contestataire irakien, Sami Ramadani prend moins de gants dans le même quotidien pour décrire la réalité de son pays natal. Il réfute en quelques lignes la théorie d'une résistance aux mains de jihadistes étrangers en observant que, sur 2700 attentats en Irak, 6 seulement ont été imputés (à tort ou à raison) à l'islamiste jordanien Zarkaoui. Aussi, quels que soient les titres des journaux, ce qui se passe en Irak est une insurrection populaire. En outre, l'auteur qui n'ignore pas que les syndicats britanniques forment une composante essentielle du New Labour, relève qu'au-delà des questions de sécurité, la situation sociale est catastrophique. Bremer et Allaoui ont même supprimé le droit de grève dans l'administration. Les travaillistes soutiendront-ils encore longtemps la guerre de Blair ?

Le spectaculaire enlèvement de la Coalition en Irak et le redressement de la

Fédération de Russie conduisent les chancelleries à s'interroger sur le bien-fondé des analyses dominantes depuis une décennie. Et si « l'hyper-puissance » états-unienne n'en était pas une et que le reste du monde pouvait encore peser sur les événements ?

Gautam Adhikari, expert à l'American Enterprise Institute, se livre dans l'*International Herald Tribune* à un difficile exercice : admettre la surévaluation de la puissance US, tout en sauvant son autorité. La solution, qui a déjà été mise en avant par George Soros, serait de présenter Washington comme le leader du monde et non son souverain. L'ennui, c'est que le leadership se mérite et que le « modèle américain » a perdu sa force de séduction. Les efforts de l'auteur semblent donc compromis.

Vu de Washington, la question de la domination peut être posée en termes inverses. Pour regagner l'autorité perdue, les États-Unis doivent réussir là où ils ont échoué : prendre le contrôle des ressources énergétiques mondiales. Or, compte tenu de l'exploitation au cours actuel du baril, il ne suffit plus de se focaliser sur le golfe arabo-persique, il faut aussi entrer dans la zone d'influence russe.

Sous prétexte de dénoncer le trucage des élections au Kazakhstan, Christopher Walker et Robert Orttung, deux experts de la Freedom House, accusent les États de l'ex-URSS de pratiques autoritaires et de corruption. Partant dans l'*International Herald Tribune* de cette généralité qu'ils font passer pour un raisonnement, ils s'empressent de l'appliquer à l'adversaire russe, mais pas aux amis baltes.

Dans la même veine, l'ambassadeur Anders Aslund stigmatise dans le *Washington Post* le régime ukrainien. Cependant, l'élection à la présidence du pays de l'atlantiste Viktor Yushchenko lui semble possible, d'autant que celui-ci commence à être soutenu par les milieux d'affaire.

De son côté, la presse russe bruisse d'inquiétude après la prise d'otages de Beslan qu'elle attribue, à des militants de la cause tchéchène dévoyés par les services secrets anglo-saxons. Les commentateurs s'interrogent sur l'orage qui se prépare. Le président de la Commission des affaires étrangères de la Douma, Konstantin Kosachyov, examine dans le *Moscow Times* les conséquences de l'élection présidentielle états-unienne du 2 novembre. Au fond, que le prochain président soit à nouveau Bush ou Kerry n'a guère d'importance. Ce qu'il faut avant tout, c'est poursuivre les négociations de désarmement bilatéral et de modernisation des institutions internationales.

**Réseau Voltaire**

## Oliver Miles

Oliver Miles est ancien ambassadeur britannique en Libye (1984), au Luxembourg (1985-1987) et en Grèce (1993-1996).

En avril, il a organisé la lettre des 52 anciens ambassadeurs critiquant la politique de Tony Blair en Irak. Il est président de MEC International limited, une entreprise de consulting économique pour le Moyen-Orient.

### « Une évacuation graduelle qui doit commencer maintenant »

Source : The Guardian

Référence : « A gradual pullout, starting now », par Oliver Miles, *The Guardian*, 29 septembre 2004.

Le traitement de l'Irak par les médias britanniques est passé du kidnapping et des meurtres des otages aux morts de soldats à Basora, et des abus d'Abu Ghraib aux possibles déclarations de notre ambassadeur à Rome selon lesquelles **George W. Bush** est le meilleur sergent recruteur d'Al Qaïda. Les mauvais traitements à Abu Ghraib frappent notre honneur national en Irak et dans la région. Nos ambassadeurs se trouvent aujourd'hui dans une position impossible : défendre une politique indéfendable.

Ces gros titres et ces problèmes ne doivent cependant pas nous empêcher de constater que la situation en Irak empire. À Faloudja, le fragile accord a déjà disparu et les Américains recommencent à utiliser de l'armement lourd, alimentant ainsi la haine contre eux. Toutefois, pour mes amis irakiens, le plus gros problème n'est pas l'insécurité, mais l'économie. Le chômage reste élevé et les aides internationales promises ne sont pas versées. L'augmentation de la production de pétrole est insuffisante pour générer les revenus nécessaires en dépit de l'accroissement du prix du baril. Tant que la sécurité n'augmentera pas, il est douteux que les entreprises investissent.

Il faut changer de politique et nous orienter vers un retrait par étape qui doit commencer dès maintenant. Les récentes déclarations de Kerry vont dans ce sens et son encouragement. Il faut également tenir compte des déclarations de **Kofi Annan** affirmant ce que nous savons tous : cette guerre est illégale. Il faut défendre cette position au congrès du *New Labour*.

## Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

### « Le vrai visage de la résistance irakienne »

Source : The Guardian

Référence : « The true face of Iraqi resistance », par Sami Ramadani, *The Guardian*, 30 septembre 2004.

Les délégués du *New Labour* sont dans une situation rare. Ils ont la possibilité d'influencer le cours de l'Histoire en répondant à cette question lors du congrès travailliste : la Grande Bretagne va-t-elle suivre la politique de W. Bush ou s'en désolidariser et donner aux Irakiens une chance de déterminer leur avenir ? Malheureusement, les délégués vont sans doute voter la poursuite de l'occupation de mon pays de naissance pour sauver la peau politique de **Tony Blair**.

Aujourd'hui, il y a deux guerres d'Irak : une en Irak avec des armes, une autre en Grande Bretagne et aux États-Unis. Cette dernière est une guerre de propagande dans laquelle les bombardements des États-Unis ne font pas les gros titres, mais où les exécutions d'otage sont en première page et présentées comme le vrai visage de la résistance irakienne. Les souffrances humaines sont cachées et les bombardements sont présentés comme une nécessité contre les « partisans de Zarkaoui ». Pourtant, la vaste majorité des Irakiens et de la résistance rejette Zarkaoui. Beaucoup soupçonnent même les forces d'occupation d'encourager Zarkaoui ou de le laisser faire pour masquer le fait que les Irakiens soutiennent aujourd'hui un mouvement de résistance populaire et patriotique.

Les forces d'occupation ont admis avoir subis 2700 attaques en Irak, 6 sont attribués à Zarkaoui, mais ce sont elles qui font les gros titres. Avant la guerre, 25 millions de personnes ont été réduites à une menace d'armes de destruction massive utilisables en 45 minutes, aujourd'hui, un mouvement de résistance est réduit à un bandit. Dans le même temps on met en prison les syndicalistes, tandis que **L. Paul Bremer** et **Iyad Allaoui** ont réintroduit les lois de Saddam Hussein interdisant les grèves dans la fonction publique.

Bien sûr, le congrès du *New Labour* n'entendra rien de tout ça. Les déformations de la réalité aident à garder bonne conscience et à affirmer qu'on sauve les Irakiens de Zarkaoui. Si le *New Labour* demandait le retrait des troupes britanniques d'Irak, l'impact sur les États-Unis serait immense. Si les délégués travaillistes refusent de saisir cette opportunité, nous en paierons tous le prix.

## Gautam Adhikari

Ancien correspondant à Washington puis rédacteur exécutif du *Times of India*, Gautam Adhikari est chercheur à l'American Enterprise Institute et ancien membre de la National Endowment for Democracy.

### « La fin du mythe unipolaire »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The end of the unipolar myth », par Gautam Adhikari, *International Herald Tribune*, 29 septembre 2004.

Les États-Unis sont dans l'impasse en Irak et les échecs de l'administration Bush posent la question des limites de la puissance américaine. Depuis la fin de la Guerre froide, l'image des États-Unis est celle d'une hyperpuissance impériale dans un monde unipolaire. En réalité, il s'agit d'un mythe qui nécessite un réexamen si on veut mieux comprendre la puissance mondiale dans une ère globalisée. Le « moment unipolaire » est une illusion, tout comme le concept d'« hyperpuissance », qui n'est pas beaucoup plus qu'une hyperbole française. Ces deux expressions ne devraient pas être employées sérieusement et il faut également utiliser avec précaution des expressions comme la « puissance indispensable » ou « les dirigeants du monde démocratique ». Certes, les États-Unis ont une économie extrêmement forte et un budget militaire supérieur à la somme des 25 pays suivants, mais comme **Zbigniew Brzezinski**, l'a noté récemment « la prépondérance ne doit pas être confondue avec l'omnipotence » et la Guerre du Vietnam a montré que la supériorité militaire ne suffisait pas. L'Irak montre aujourd'hui que la supériorité militaire et économique ne sont pas suffisantes pour vaincre un ennemi. Aujourd'hui, l'armée états-unienne est sur-déployée et la puissance de son arsenal nucléaire doit être tempérée en regardant celle des autres puissances nucléaires. Même la petite Corée du Nord avec sa demi-douzaine d'armes nucléaires devient dure à attaquer.

Face au terrorisme, il est nécessaire de former des coalitions larges. La puissance militaire états-unienne est d'ailleurs menacée par des problèmes budgétaires liés au déficit imputable aux réductions d'impôts. Cela donne un grand poids aux créanciers étrangers et cela pourrait renforcer l'euro au détriment du dollar. Par conséquent, les États-Unis ont besoin du reste du monde et si nous ne sommes pas dans un monde multipolaire, nous ne sommes pas non plus dans un monde unipolaire. La domination des États-Unis sur le monde est celle d'un chef, d'un président de Conseil d'administration sur les autres membres, sans les autres, ils ne peuvent rien.

## Christopher Walker, Robert Orttung

Christopher Walker est directeur des études à Freedom House et co-rédacteur du rapport de cette organisation *Countries at the Crossroads*.

Robert Orttung est chercheur au Transnational Crime and Corruption Center de l'American University et au Center For Strategic & International Studies. Il est auteur du rapport de Freedom House sur la Russie, *Nations in Transit*.

### « Les élections en peuvent pas supprimer une corruption endémique »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Elections cannot uproot entrenched corruption », par Christopher Walker et Robert Orttung, *International Herald Tribune*, 29 septembre 2004.

Les élections législatives au Kazakhstan ont pris une tournure malheureusement familière. Elles ont été marquées par une fraude massive et un soutien des médias au gouvernement. On peut voir dans ce pays un problème encore plus pernicieux : une corruption endémique. Dans les anciennes républiques soviétiques, cette réalité est fréquente. Dans les régimes corrompus, les dirigeants font tout pour se maintenir au pouvoir afin que leurs successeurs ne les poursuivent pas en justice. C'est ce qui se passe au Tadjikistan, en Ouzbékistan, au Kazakhstan, mais aussi en Russie. Dans ce pays, l'action de **Vladimir Poutine** pour affermir son emprise sur le pouvoir en prenant le contrôle du Parlement et des gouverneurs régionaux pourrait bien être une manœuvre pour rester au pouvoir après 2008. En Ukraine, Léonid Kuchma a flirté avec cette idée. Si malgré tout, ils sont obligés de partir, ils s'efforcent d'obtenir une garantie d'immunité. C'est ce qu'a fait Elstine en 1999. Le cas de la Géorgie est unique puisque c'est un mouvement civique qui a chassé Chevardnadze. La situation au Kirghizstan sera un test car le président sortant a affirmé qu'il ne se représenterait pas aux élections de l'an prochain. Tant que les ex-Républiques soviétiques ne parviendront pas à s'affranchir de la corruption, elles ne seront pas de vraies démocraties.

## Anders Aslund

Anders Aslund est un ancien diplomate suédois devenu conseiller économique des régimes de transition en Russie, en Ukraine et au Kirghizstan. Après avoir dirigé le Stockholm Institute of East European Economics et travaillé à la Brookings Institution, il dirige le programme de recherches économiques de la Carnegie Endowment for International Peace à Moscou. Membre du

### « L'Ukraine à la croisée des chemins »

Source : Washington Post

Référence : « Ukraine At a Crossroads », par Anders Aslund, *Washington Post*, 29 septembre 2004.

Aucun événement en Europe cette année ne sera plus important pour les États-Unis que l'élection en Ukraine qui aura lieu deux jours avant les élections états-uniennes. En effet, c'est la démocratie ukrainienne et son orientation géopolitique qui sont en jeu. La bonne nouvelle, c'est que Leonid Kuchma ne se représente plus ; la mauvaise nouvelle, c'est que le groupe d'hommes d'affaire qu'il a aidé à s'enrichir n'est pas décidé à abandonner le pouvoir. Les deux principaux candidats dans cette élection sont **Viktor Yushchenko** et

Groupe de Bilderberg, il préside le Comité consultatif du Center for Social and Economic Research (Varsovie). Son dernier ouvrage s'intitule : *Building Capitalism : The Transformation of the Former Soviet Bloc*.

Viktor Yanukovich. Yushchenko dirige le Parti libéral conservateur « Notre Ukraine » qui détient le quart des sièges au Parlement et qui souhaite un rapprochement avec l'Ouest. Yanukovich est du clan de Donetsk, un groupe d'homme d'affaire, et il est soutenu par le gouvernement et les milieux d'affaire, il est tourné vers la Russie. Il a purgé deux peines de prison pour des crimes violents.

L'Ukraine est une terre de contraste car la croissance économique y est très forte, mais d'après un sondage, seuls 2 % des Ukrainiens se déclarent heureux et la pauvreté reste élevée. Politiquement, l'État devient de plus en plus répressif et le gouvernement fait tout pour censurer les médias favorables à Yushchenko. Récemment, le gouvernement a truqué une élection pour faire gagner son camp. Malgré cela, Yushchenko a une avance confortable et, malgré les risques de persécution, beaucoup d'hommes d'affaire commencent à le soutenir. Ses partisans sont certains de gagner l'élection, mais ils ont peur des fraudes.

Les États-Unis doivent soutenir la démocratie en Ukraine. Il faut que **George W. Bush** affirme que la démocratie en Ukraine est dans l'intérêt des États-Unis et de l'Ukraine et il faudra déployer beaucoup d'observateurs issus de la diaspora ukrainienne lors de la prochaine élection.

## Konstantin Kosachyov

Konstantin Kosachyov est président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma.

### « Quelle route prendront nos relations après novembre ? »

Source : Moscow Times

Référence : « Whither Relations After November ? », par Konstantin Kosachyov, *Moscow Times*, 29 septembre 2004.

L'élection états-unienne approche rapidement et elle a donné naissance à un débat sur lequel des candidats serait le meilleur pour la Russie. Cela est dû au fait que nous vivons dans un monde où beaucoup d'apparences sont liées à cette superpuissance. Depuis la fin de l'époque soviétique, la Russie cherche des amis et alliés, avec plus ou moins de succès. Par conséquent, contrairement à ce qui s'est passé durant la seconde moitié du XXème siècle, les événements aux États-Unis affectent la Russie, certes pas plus que ceux dans les autres pays, mais certainement pas moins non plus. Il est important de réfléchir à la façon dont vont évoluer nos objectifs stratégiques en fonction de qui est élu le 2 novembre. Beaucoup d'experts russes préfèrent l'actuelle administration avec laquelle il est possible d'avoir de bonnes relations bilatérales plutôt qu'avec des démocrates voulant nous donner des « leçons de démocratie ». Cette opinion ne coïncide pas avec celle de beaucoup de nos partenaires : l'Europe, qui veut être à nouveau écoutée à Washington, et le monde musulman, qui ne veut plus d'un président parlant de croisade. Nous pourrions aussi nous dire que nous pourrions travailler avec Kerry sur la réduction des armements s'il était élu en s'appuyant sur ses votes au Sénat. Quoi qu'il en soit, il semble que la différence entre les deux candidats ne serait pas énorme. Il est possible que Kerry fasse la même politique que Bush ou que Bush une fois élu renvoie les néo-

conservateurs. En tout cas il ne faut pas s'attendre à « un effet madrilène » en cas d'attentat aux États-Unis juste avant les élections.

À vrai dire, il ne sert à rien de chercher quel serait le meilleur président pour nous, il faut plutôt chercher quelle stratégie adopter en fonction de celui qui sera élu, même si c'est un exercice difficile. Par exemple, si Kerry est élu, les Européens se détacheront peut-être de la Russie pour se rapprocher des États-Unis, mais la Russie pourrait également être intégrée dans des négociations de limitation des armées. Quoi qu'il en soit, et quel que soit le résultat, la Russie doit poursuivre sa participation active à la réforme de l'ONU, à l'intégration européenne, à la situation du Moyen-Orient et en Asie.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paieement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .